

B

FORMATIONS

Vendredi 21 mai 2021
8H30 / 12H30

L'ACTUALITE TRIMESTRIELLE EN DROIT SOCIAL

Avec plus de 2000 sessions de formation en droit social dispensées ces 15 dernières années, BLOHORN Formations est un des acteurs majeurs de ce marché. Grâce à notre méthodologie et nos supports pratiques, notre taux de satisfaction frôle les 100% de clients « très satisfaits ».

INFOS PRATIQUES

Animateurs :
Karine MORALES & Clément LAZIES
Juristes Droit Social
Cabinet Blohorn Avocats

Adresse :

ATTENTION CHANGEMENT D'ADRESSE
Hôtel LE BAYONNE
1 Av. Jean Rostand, 64100 Bayonne

Nos salles sont accessibles aux personnes en situation de handicap. Contactez-nous afin d'étudier les possibilités d'adaptation particulières.

LES DATES

Vendredi 21 mai 2021
De 8h30 à 12h30

Accueil à partir de 8h00
autour d'un petit-déjeuner

*La prochaine formation
se déroulera le
Vendredi 24 septembre 2021*

LES TARIFS

Convention annuelle
2021 (4 sessions)

2370 € HT
Pour les frais d'animation

935 € HT
*Pour les frais de participation
à la conception des support*

Blohorn

— A V O C A T S —

EXPERTISE ET STRATÉGIE
DROIT SOCIAL

2021 : l'année charnière au niveau social ? Un nouvel embrasement législatif lié à la crise sanitaire et désormais économique doit être analysé avec précisions. En paye comme en droit social, quelles sont les mesures à suivre ? Quelles conséquences sont attendues pour les entreprises ? L'APLD répond-t-elle aux attentes des entreprises pour anticiper l'année ? Quid des nouvelles obligations et pénalités ? Les points de vigilance ? Quelles sont les décisions jurisprudentielles à retenir afin de sécuriser les pratiques ? Comment les interpréter ?

THÈMES

L'actualité légale et réglementaire :

- Formation, exécution, rupture du contrat de travail
- Droit de la paye
- Droit pénal du travail
- Hygiène et sécurité au travail/inspection du travail

L'actualité jurisprudentielle :

- Revirements
- Confirmations
- Evolutions

L'actualité des conventions collectives

PUBLICS CONCERNÉS

Chef d'entreprise, Responsable service RH, Collaborateurs spécialisés en Droit Social, Expert-Comptable (*aucun prérequis nécessaire*)

CONTENU

ACTU LEGISLATIVE

Activité partielle / APLD

Les taux de l'allocation prolongés
L'incidence de l'activité partielle sur les droits à la retraite

Sécurité Sociale

Plan d'apurement des dettes, remise partielle de cotisations et échéancier de régularisation du report de cotisations
Exonération et aides au paiement

Apprentissage et contrat de professionnalisation

Prolongation des aides à l'embauche
Paiement des contributions formation et apprentissage

Hygiène, sécurité et conditions de travail

Nouvelles précisions sur les arrêts de travail dérogatoire
Prolongation des prérogatives renforcées du médecin du travail
Vaccination des salariés en entreprise
Frais liés au télétravail
Aménagement des locaux de restauration

Rupture du contrat de travail

Attestation Pôle Emploi – format renforcé

Mesures législatives

Le renforcement des sanctions pour non-respect des fermetures administratives
Réforme de l'assurance chômage au 1^{er} juillet 2021
Proposition de loi visant à « renforcer la prévention en santé au travail »
Projet de loi « climat et résilience » - quels impacts sur le droit du travail

ACTU JURISPRUDENTIELLE

Contrat de travail

Existence d'un contrat de travail entre Uber et un chauffeur ?

Exécution du contrat de travail

Sur qui repose la preuve des heures supplémentaires ?

Droit disciplinaire

L'avertissement est-il une sanction suffisante à l'égard d'un salarié auteur de faits de harcèlement sexuel ?

Hygiène et sécurité

Quelle sanction en cas de manquement aux équipements de protection individuel d'un salarié intérimaire ?
Existe-t-il une faute inexcusable de l'employeur en cas de conscience du danger et de l'absence de mesures de prévention ?
Dépression après une altercation avec son supérieur : accident du travail ?

Rupture du contrat de travail

Est-il possible de licencier un salarié suite à un dépistage de drogue urinaire ?
Le salarié refusant une rétrogradation peut-il se voir licencier pour faute grave ?
Lien entre la transaction en termes généraux et la clause de non concurrence

OBJECTIFS

- Analyser les conséquences de la crise sanitaire sur la gestion sociale ;
- Dégager des solutions pratiques pour son entreprise ou pour ses clients.

MÉTHODES ET MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Apports juridiques et théoriques illustrés par des exemples concrets et des jeux de rôles
- Mise en situation
- Diagnostic préalable et Test d'évaluation final